



... Car quand c'est insupportable... on ne supporte plus !

## 6<sup>e</sup> édition d'Anarphabète, «Salon» du livre et de l'Expression Libre

Le livre est une fleur du passé, et le présent, qui se refuse à l'oublier, en cultive des champs entiers. Parfois ce sont de vraies fleurs, sorties du cœur de la terre, qui durent le temps de plusieurs vies... ou bien des artificielles, des qui durent un jour, une heure, et même

des politiciennes qui traversent le temps comme des pets de lapin.

Des livres de circonstance, des livres de m'as-tu-vu et de bêtes à concours, des «œuvres»...

Et puis des sauvages, des tous simples, maladroits, sincères, des livres qui se battent, des livres dont les professionnels ne veulent pas, pouah !

Mais l'«Anarphabète», lui, il aime ces livres-là ! qui sentent un peu les tripes et la sueur, même si l'enveloppe n'est pas toujours à la hauteur, même si l'érudit s'en gausse, même et surtout si le chiffre des ventes n'atteint pas, parfois, un nombre à trois, voire à deux chiffres !

L'Anarphabète aime lire, il aime écrire, mais ce n'est pas, cependant, un Anarchronique !

Il aime aussi gueuler, rire et chanter. S'exprimer, par tous les moyens qui existent au présent. Il aime lutter, se révolter... Quant à s'indigner, même si c'est son lot quotidien, cela ne lui suffit pas.

Oui, nous aimons penser, et non pas bien-penser.

Basta ! Ras-le-bol, les amis, de tous les diktats, de la mode, de la démocra-menterie, des triples A et de tous les marchands, des curés, des pipeuls et des gavés, des raisonnables, des résignés et des qui font dans leur froc...

C'est la crise ? buvons un coup !...

Depuis 2005, l'AAEL organise, à Toulouse, un rassemblement d'éditeurs et libraires, associatifs pour la plupart, en tous cas différents, parfois hors normes :

### Anarphabète

Cette année, ce 5 novembre 2011, la journée élargit son objectif à divers moyens d'expression : interventions orales, théâtre de rue, vidéo... Si vous êtes intéressés pour participer en 2012, écrivez-nous !

## sommaire

- Les autres  
p 1 et 2

**Spécial  
cérémonie de  
remise des  
Prix P.a.p.o.n.**  
pages 3 à 6

- Lutter, comment ?  
p 7
- Brèves :  
«Curés & C<sup>ie</sup>», p.8



Photo parvenue hors délai, qui obtient cependant le PRIX SPÉCIAL AUTHENTICITÉ !

**Journal de l'Association  
pour l'Art et l'Expression  
Libres. Toulouse.**

BP 32334,  
31023 Toulouse cedex 1  
aael-toulouse@sfr.fr  
aael-toulouse.eklablog.com

La plupart des articles ne sont pas signés et sont assumés par tous. Certains textes peuvent l'être, en accord avec leur auteur, ainsi que lorsqu'il s'agit de témoignages extérieurs.

Ont participé à la rédaction et aux illustrations de ce numéro :

Colette, Françoise et Françoise., Hibou, Jeff, Marion, Mathias, Nicolas, Nicole, Patrick. Et pour le dossier P.a.p.o.n. : Marie-Angèle, Michel et toute l'équipe de l'Acte, Philippe, Serge...

# les autres



On partait sur la route de Meaux. Derrière l'école des garçons, on suivait le chemin bordé de jeunes platanes. En rang par deux, et au pas. Après le passage à niveau, derrière la voie ferrée, s'étendait une décharge à ciel ouvert, que l'on dépassait en se bouchant le nez, puis en chantant de plus en plus fort «à la claire fontaine» pour se donner du courage, car on allait arriver devant le campement des «gitanes»... Ne croyez pas qu'il n'y avait là que des femmes, non, c'était toute la population des nomades qui était ainsi nommée au féminin, sans doute cela paraissait-il plus péjoratif... Comme l'on entend parfois un homme être traité de «salope», ce qui est évidemment bien plus méprisable que d'être un simple «salaud»...

C'était la promenade du jeudi de l'école des filles, propres sur elles, à qui l'on apprenait la charité chrétienne en

même temps que l'insidieuse stigmatisation de la différence.

C'était le temps où le «peilharot», venant de «Meaux» lui aussi, parcourait le village avec sa carriole et son vieux cheval pour acheter les «peilhés» (chiffons usagés) et les peaux de lapins : il était accepté parce qu'il restait dans son rôle folklorique, et ne se risquait jamais à des conversations ou des approches outrepassant sa position.

En suçant nos petits bonbons «tête de nègre» à la réglisse, nous courions vers l'école, à travers les bas quartiers, petites ruelles et placettes derrière l'église, où vivaient les pauvres de l'époque, les Italiens, Espagnols et Portugais, et déjà quelques Arabes. Acceptées à l'école dite libre, – charité et prosélytisme obligent –, les fillettes de ces quartiers étaient regardées comme bêtes curieu-

ses, et, le soir, nos mamans nous passaient le peigne fin, au cas où ...

Si l'on nous avait dit que nos parents, nous-mêmes et tout notre environnement, nous étions racistes, nous serions tombés des nues. Les images lénifiantes des bonnes sœurs faisant le bien dans les missions d'Afrique, les photos des cathédrales bâties il y a des siècles, et dont les gargouilles représentaient des monstres, animaux étranges mais aussi des têtes humaines, visages négroïdes ou faciès au nez crochu et lèvres épaisses – caricatures notoires des tueurs du Christ – et, par-dessus tout, l'image bénie, reçue en récompense de bonne conduite, du bon et vénéré pape Pie XII, nous plongeaient dans une atmosphère de bon droit, de vérité et d'une sorte d'élitisme, qui nous faisait considérer les autres, les païens, les étrangers, comme des êtres humains certes, mais inférieurs et, d'une certaine manière, à plaindre, parce que n'ayant pas la chance de comprendre le vrai sens de la morale et de la vie.

Nous ne savions pas que nous étions, pour certains d'entre eux, des goyos, des gadjos ou autres expressions de l'exclusion d'une communauté...

Le mépris et le rejet des autres sont les sentiments les mieux partagés au monde.

.../... p. 2

## Suite de la page 1

La peur de l'autre est universelle et profondément ancrée dans presque toutes les civilisations, les époques et les peuples. Elle devient, en certaines périodes de crise ou de mutation, une véritable haine, avec les excès et l'inhumanité que l'on connaît, la peur égoïste d'avoir à partager, d'avoir à accepter ces autres, moches, vulgaires, ignorants, voleurs, incultes etc. etc., et qui vont prendre notre boulot, qui feront le jeu des patrons, seront les jaunes, et s'ils acceptent des salaires de misère, tant pis pour eux, mais pas tant pis pour nous, qui devons nous aligner ! salauds, va !

C'est eux, c'est leur faute, c'est à cause des aides sociales, de la sécu, l'aide médicale et le RMI, que l'on perd le triple A !!!

Ces périodes de paroxysme échappent à toute raison, à toute humanité, et les efforts de solidarité de quelques-uns ne parviennent pas à enrayer la montée en végèce de l'exclusion, de l'égoïsme et du repli de chacun derrière les barrières identitaires.

Le mot est lâché, «identité», et quand il s'accouple avec nationalité, à tous deux, ils dévoilent la notion la plus abjecte qui ait été osée au grand jour ces dernières années : «l'identité nationale». Créée sur cette peur viscérale de l'autre, sur ces certitudes du bien, du mal, du légitime, du normal et de la déviance, et surtout, de la propriété du sol, (comme disait la belette de la fable\* : «la loi du premier occupant»), cette idée peu à peu, s'insinue par tous les pores chez «ceux qui sont nés quelque part», et fait relativiser, même aux plus «tolérants» d'entre eux, leurs premières indignations contre la

pratique sauvage des expulsions : celles-ci devraient certes être plus humaines – comment est-ce possible ? – mais étant donné la crise, la situation de «notre» pays, l'ampleur des migrations, on ne peut pas, bien sûr «accueillir toute la misère du monde...» !

Une inhumanité plus humaine, est-ce ce que l'on verra, en dégustant du Hollande premier choix ? non plus des «expulsions», le vilain mot, mais des reconduites «dignes» vers la famine, les massacres et les dictatures les plus barbares ? Parce que, quels que soient nos gouvernants, «on ne peut pas...» etc.

L'autre, c'est enfin et surtout celui qui nous rend la vie impossible : non pas seulement dans ses aspects pratiques et sa quotidienneté, mais surtout dans son sens profond, celui que nous lui avons donné. D'autres religions, d'autres croyances, une autre perception de la vie, pour certains avec autant de certitudes que nous en avons nous-mêmes, cela pourrait ébranler notre vérité. Celle que nous croyons ou feignons de croire évidente, et qu'au fond de nous-mêmes nous savons fragile et relative. Mais nous y tenons. Nous n'avons pas choisi notre lieu de naissance, pas plus qu'eux (les autres), mais nous avons l'illusion de l'avoir mérité, d'avoir été choisis pour ces privilèges, pour un petit monde où le bonheur est fait de sécurité, de possession, de bien-pensance modérée et de petits plaisirs. Bien sûr, nous souffrons aussi, bien sûr nous pouvons être malades et nous mourrons nous aussi, mais ce mode de vie qui fait notre «identité», ces

acquis que nous avons, ou auxquels nous aspirons et que nous croyons être le but de toute vie humaine, nous ne les lâcherons pas, sinon, nous n'existerions plus...

Car les autres, parce qu'ils peuvent penser et croire autrement, sont un danger pour notre équilibre mental : si nous nous mettions à réfléchir, à douter même, ce serait la fin de tout ...

Peut-être que, tant que le plus grand nombre possible des habitants des pays nantis, n'aura pas réussi, justement, à réfléchir et à douter, tant que nos vieilles sociétés n'auront pas remis en cause leurs croyances, leurs égoïsmes, leur idée même du bonheur, le racisme sera toujours latent. Cela n'empêche pas de lutter contre les manifestations les plus criantes, de sauver et de protéger qui l'on peut sauver, mais enrayer la machine à rejeter, dans les faits et dans les esprits, c'est encore la bagarre du pot de terre contre le pot de fer...

...C'est un peu long tout ça. Je m'en vais continuer au comptoir le plus proche (pourquoi pas au hangar de la Céprière !), car, bien entendu, la philosophie de bistrot, ça a un avantage : ça ne dérange personne. Braves gens, vivez en paix derrière vos frontières et vos grilles, et qu'aucun métèque ne vienne troubler votre sommeil, tout ça c'est des «paroles verbales», et, à l'heure où les vrais philosophes deviennent des chefs de guerre, il vaut mieux en rester là, c'est plus prudent, n'est-ce pas ? la tranquillité, y a que ça !

\* à ne pas confondre avec «notre» belette, auteur des fables paraissant dans «Basta» >

## HARRAGAS

Etourdi par tes sombres libations...  
Ne t'enlise pas dans tes ténébreuses rêveries !  
Redoute le charme des dévoilements énigmatiques !  
Il connaît le brutal naufrage  
après les espoirs les plus fous...  
Il est de la même substance que tous ceux  
qui ont pris le large un jour  
croyant atteindre enfin les dunes prestigieuses  
qu'enfant nous admirions sur les affiches de films romanesques...  
Aujourd'hui, les murs se taisent,  
lourds de cette implacable condamnation,  
chape de plomb sur nos aspirations...  
Qu'importe les traces retrouvées sur la grève,  
les bouts de haillons déchirés par les flots,  
abandonnés là à l'arrivée  
de la meute de chiens hargneux  
Bien sûr, il s'en souvient des vexations,  
des brutalités sous les insultes ...  
Il recommencera,  
aimanté par le souvenir de cette brève apparition de la côte  
où il a failli trouver refuge...  
Il y était presque...

Ils attendent ...  
Brusquement ils chuchotent  
Pour ne pas hurler leur gêne  
Il règne une atmosphère  
Qui dès l'aube nous étouffe  
Le bitume est brûlant  
étrangers  
Ils sont humiliés  
Là, devant nous  
sur cette plage de Sicile  
La haine de l'Autre  
glisse sur leurs épaules  
Elle n'affectera pas leurs poumons  
gorgés d'eau salée  
Un champ d'épines  
Les protège en silence  
la barque s'est noyée  
Soudain dans leurs yeux  
Traverse une goutte de miel,  
Une robe argentée  
L'horizon, la vie  
Sans tendresse, ni mépris  
Ils en restent muets ...  
Les humiliés  
...Des temps modernes ...

## RAFLES

Le voici revenu le temps de l'innommable,  
Le temps où l'être humain est traîné dans la boue,  
Où il est arrêté dans son lit, à sa table,  
Le respect de la vie ne vaut plus rien du tout.

La chasse aux sans papiers se fait à grande échelle.  
Elle est la diversion d'un régime pourri,  
Qui pour masquer à tous l'odeur de ses poubelles,  
Poursuit le sans papier, le cloue au pilori.

Des gens en uniforme font la sale besogne,  
Exécutent fidèles les ordres scélérats,  
Reprennent aujourd'hui, et cela sans vergogne,  
Les ignobles méfaits pourtant qu'on condamna.

Valets obéissants ils exécutent l'ordre.  
Ils ont comme toujours l'alibi de la loi.  
Jamais ne leur viendrait l'impératif de mordre,  
Cette main assassine qui désigne leur proie.

Ils frappent à l'école pour arrêter des gosses,  
Les prennent dans leurs classes, les envoient, inhumains,  
Dans des centres fermés gardés par des molosses,  
Les mettent dans l'avion vite le lendemain.

Peu sont les courageux aux fonctions officielles,  
Qui osent publiquement dénoncer, s'opposer.  
Préférant obéir, ils obstruent leurs cervelles,  
Rampent comme un serpent ça évite d'oser.

Tout ça se fait ici, « Patrie des Droits de l'Homme »  
Terre où dans le passé l'ignoble s'est produit,  
Dire « Plus jamais ça ! » n'a aucun sens en somme  
En ce début de siècle tombe déjà la nuit.

De la masse anonyme sortent pourtant des Justes,  
Qui cachent les enfants dans leurs appartements,  
Ils s'opposent enfin aux décisions injustes,  
Et montrent qu'on peut vivre ici humainement.

Un jour viendra c'est sûr où les salauds, les traîtres,  
Auront à rendre compte de leurs ignominies,  
Et la tête baissée ils iront comparaître,  
Devant un tribunal comme Papon le fit.

La Belette

## Demain, dès l'aube...

Demain dès l'aube, à l'heure où sonne la police  
Je m'en irai, vois-tu je suis un sans papiers  
Centre de rétention, la main sur la valise  
Je ne puis demeurer je vais être expulsé.

Je marcherai les yeux fixés sur mes pensées,  
Sans rien voir au dehors, sans entendre aucun bruit,  
Seul, inconnu, le dos courbé, les mains croisées,  
Triste, et le jour pour moi sera comme la nuit.

Je ne regarderai ni les flics inhumains obéissants aux ordres  
Ni le « préfet-Papon » qui les leur a donné  
Et quand je partirai j'aurai envie de mordre  
Surtout que dans l'avion, je serai menotté.

Victor Hugo / La Belette

# PRIX P.A.P.O.N. 2011

Prix  
Attribué  
Pour  
Obéissance  
Notoire



Aux plus  
méritant(e)s  
serviteurs et  
servantes de  
l'Etat Français

Jeudi 8 septembre 2011

Devant le Monument à la Gloire de la Résistance de Toulouse, un jury formé par l'Association pour l'Art et l'Expression Libres, avec la participation théâtrale du Théâtre de l'Acte, et le soutien de nombreux mouvements et associations, a remis le «prix P.A.P.O.N.» aux Préfets et fonctionnaires de la République (métropole et outre-mer) qui, sur directives gouvernementales, ont fait preuve du plus grand zèle dans l'expulsion des étrangers considérés sans papiers...

## Les Lauréats

M. Hubert Derache, ancien Préfet de Mayotte  
1<sup>er</sup> Prix pour l'Outre-mer

M. Pierre de Bousquet, Préfet du Pas-de-Calais  
1<sup>er</sup> Prix pour la Métropole

M. Patrick Stefanini, Préfet de Gironde  
Prix de l'innovation

M<sup>lle</sup> Sophie Puzat, Chef du bureau de l'Asile et du Contentieux des étrangers à la Préfecture de la Haute-Garonne  
Prix de Meilleure Servante de l'Etat

## Des extraits de la cérémonie :



Le Comité pour la Restauration de l'Autorité Publique (C.R.A.P.) a réuni le jury ici présent dont j'ai le grand honneur d'être ce soir le Président. Qu'il nous soit permis, avant de proclamer les résultats de ce prix P.A.P.O.N., de lever l'ambiguïté portant sur le nom de ce Prix Attribué Pour Obéissance Notoire. C'est en effet une heureuse coïncidence qui rassemble ici l'objet de cette action honorifique et le nom d'un ancien fonctionnaire de l'Etat, qui fut enterré avec sa médaille de commandeur de la légion d'honneur, pour les services éminents rendus à la Nation, autant dans les jours sombres de la guerre 40/45, que dans les heures difficiles du conflit algérien.

Maurice Papon a, en effet, su faire taire ses propres scrupules personnels, aussi bien dans la déportation des juifs vers Drancy et... Auschwitz, que dans les massacres liés aux manifestations d'Algériens à Paris le 17 octobre 1961, et au Métro Charonne le 8 février 1962, au profit de la défense de l'autorité de l'état et de l'intérêt national (...). Un fonctionnaire zélé a pour premier devoir celui de servir l'état qui lui a accordé sa confiance en le nommant à son poste de responsabilité, quelle que soit son affectation dans la hiérarchie, et, ajouterons-nous, quel que soit son jugement personnel, philosophique, religieux, politique ou moral, qui pourrait venir entraver l'application des décrets du gouvernement qu'il sert. Cette loi d'airain, Maurice Papon l'a si bien incarnée que c'est son exemple que nous aurons à tout instant en mémoire durant cette courte cérémonie (...)

### Premier prix pour l'Outre-mer



M. Hubert Derache, ancien Préfet de Mayotte  
Monsieur le Préfet, vous avez exercé votre charge de juillet 2009 à juillet 2011. Votre bilan est remarquable, les expulsions sous votre autorité ont augmenté d'un tiers pour atteindre le 31 décembre 2010 le chiffre annuel de 26.405. A vous seul vous réalisez presque l'objectif que le ministre Claude Guéant a fixé pour la métropole de 30.000 reconduites à la frontière (...). Les rafles que vous avez ordonnées dans les dispensaires, les écoles, l'intrusion de la police dans les domiciles

privés, sans mandat, la pratique des faux procès-verbaux, vous ont permis de faire barrage à une arrivée massive qui compromettrait l'essor économique de l'île au désavantage des Mahorais.

En fin connaisseur de l'outre-mer et de ses spécificités, éloignées des frilosités métropolitaines, vous ne vous êtes pas arrêté à des considérations soit disant humanistes portant sur l'âge, la santé, ou les conditions de transport, à l'aller comme au retour. En trois ans 9.000 enfants ont ainsi été expulsés. Nous déplorons comme vous-même le nombre élevé de pertes humaines qui résultent indirectement de l'application de ces contrôles, puisque autour d'un millier de personnes se noient annuellement en traversant le détroit de Mozambique (...).

### Premier prix pour la métropole



M. Pierre de Bousquet, Préfet du Pas-de-Calais  
Vous êtes en charge depuis 2008 d'un département particulièrement sensible. En effet depuis la fermeture du camp de Sangatte, ordonné par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'intérieur (...) Depuis cette date de 2002, donc, Calais et sa périphérie, destination privilégiée d'immigrés de toutes origines restait malgré tout un abcès pourrissant l'entente entre nos deux nations, et une cause d'insécurité et d'insalubrité pour la population de souche (...) Votre méthode servie par la PAF et une compagnie de CRS met en œuvre des tactiques combinées qui devraient faire école (...). Condamner l'immigré à une vie infernale est en effet la meilleure arme de dissuasion contre l'afflux des candidats (...) Vous n'avez pas hésité dans le même esprit à priver d'eau potable les migrants en permettant l'empoisonnement des points d'eau par des gaz lacrymogènes. Les CRS ou les policiers de la PAF, la police des frontières, sous vos ordres, ne craignent pas d'enfreindre cette réglementation tatillonne qui les oblige à demander



l'autorisation du propriétaire en cas d'intrusion dans un lieu privé, ou de produire un mandat. Comme en 2010, pour le lieu qu'avait loué le CMS, le hangar «Kronstadt» dont le nom à lui seul était une provocation ! (...) Vous avez compris que les rafles les plus efficaces doivent être menées sur les lieux de concentration des contrevenants : distribution de nourriture ou de soins sanitaires. Quitte à arrêter blessés et malades, majeurs comme mineurs, avec ou sans papiers (...)

### Prix de l'innovation

M. Patrick Stefanini, Préfet de Gironde  
Comme chacun sait vous êtes l'un des inspirateurs de la politique d'immigration de Nicolas Sarkozy, et à ce titre vous apparaissez comme l'un des exécutants les plus réactifs aux nouvelles mesures permises par l'évolution de notre législation, quitte parfois à la précéder. Ainsi vous n'avez pas hésité à mettre en garde à vue un citoyen d'origine indienne alors qu'il achetait un billet de train pour retourner en Italie où il réside (...) Vous n'avez pas craint de passer outre la décision du juge des libertés qui avait prononcé la libération de l'individu pour le ramener au centre de détention (...) Vous avez persévéré dans ce sens malgré les réactions du milieu judiciaire et de la presse avec deux Soudanais en les soustrayant au juge des libertés et de la détention qui devait les recevoir le 11 août à 14h (...) A votre actif vous avez 6 expulsions illégales au vu des arrêts de la Cour européenne de justice...

### Prix de la meilleure servante de l'Etat

M<sup>lle</sup> Sophie Puzat, Chef du bureau de l'Asile et du Contentieux des étrangers à la Préfecture de la Haute - Garonne  
Fonctionnaire empressée, votre application extrême à la tâche qui vous a été confiée a conféré à votre service une marque de fabrique hors norme. Ainsi vous avez reçu le surnom affectueux de «parfait petit soldat» dans le domaine notamment de l'expulsion des Gabonais de la Haute-Garonne et plus particulièrement des étudiants. Votre action a parfois été mal comprise par le gouvernement gabonais lui-même qui a pu se prévaloir de certaines déclarations du Président Sarkozy sur «l'estime, la gratitude et la reconnaissance de la France » au peuple gabonais». Mais vous savez qu'au-delà de ces belles paroles existe une réalité forte de protection de la France contre une invasion possible de «cet homme africain qui n'est pas encore rentré dans l'histoire». Vous avez compris la nécessité d'agir vite afin d'éviter les ennuis d'une contestation émanant d'associations diverses toujours promptes à mettre des bâtons dans les roues de l'administration. Aussi une de vos spécialités est-elle la reconduite rapide à la frontière sans passage par la case «rétention». La fin justifiant les moyens il vous arrive de refuser d'appliquer les décisions de justice rendues au nom du peuple français, de faire traîner les régularisations, de mentir aux étrangers (...)



Si j'ai un bâillon sur la bouche comment veux-tu que je parle pour dire que j'ai justement un bâillon sur la bouche ?

Et si maintenant on m'enlève le bâillon et que je dis qu'hier j'avais un bâillon on me dit que je mens puisque je n'ai plus de bâillon

Si je n'ai pas de ficelle pour retenir mon pantalon et que je tiens une de mes chaussures à la main comment veux-tu que je retienne mon pantalon en attachant ma chaussure ?

Dans cette situation quand je mets ma chaussure mon pantalon tombe sur mes chevilles et je suis humilié

De même si je veux attacher la ficelle qui me sert de ceinture le soulier tombe de ma main et je mets à boiter alors on se moque de moi car je marche comme un homme ivre

Comment maintenant veux-tu que je parle alors qu'entre mes dents je serre une corde attachée à la branche d'un arbre qui m'empêche de tomber dans l'abîme ?

Si je parle je suis obligé de tomber puisque pour parler il faut que j'ouvre la bouche qui tient cette corde qui m'empêche justement de tomber ?

Ainsi pour parler il faut toujours que je tombe au fond de l'abîme et comme j'ai lâché la corde je ne puis remonter

Texte de Serge PEY, dit au mégaphone par Serge Pey

**A COUPS  
DE  
LOIS.**

femmes,  
contrôlées

hommes,  
expulsés et enfants

# Scènes de chasse en France

SELECTIONNER  
DIVISER  
SEPARER  
CLASSER  
UTILISER  
EXPLOITER  
DOMINER  
ECRASER  
DEVISAGER

identifiés

harcelés

fichés

'Oubliés

traqués

du quotidien,

CE N'EST PAS UN FILM  
C'EST L'INACCEPTABLE REALITE  
"près de chez vous" !

*Robin*

édité par : AAEL Toulouse

**PRIX  
P.A.P.O.N.**



décerné au  
serviteur  
de l'Etat  
Français  
le plus zélé

Toulouse  
8 septembre  
2011

# réactions, protestations ... mais l'injustice et l'horreur, ça continue !

## Le Figaro : L'État indigné par les prix P.A.P.O.N.

L'attribution des "prix P.A.P.O.N." à des préfets et des fonctionnaires qui se seraient signalés par le nombre d'expulsions d'étrangers a provoqué aujourd'hui l'indignation des services de l'Etat. Ceux-ci ont très mal pris qu'on associe le nom de l'ancien haut fonctionnaire condamné pour son rôle dans la déportation des Juifs sous l'Occupation et celui de préfets actuels, et le ministère de l'Intérieur a prévenu qu'il soutiendrait toute action pénale qu'intenteraient des fonctionnaires ainsi défavorablement distingués.

**La place Beauvau** «condamne avec la plus grande vigueur la comparaison ainsi faite entre l'action menée aujourd'hui par des préfets représentants de l'Etat et des actions commises pendant la Seconde Guerre mondiale qui ont valu à leur auteur une condamnation pour complicité de crimes contre l'humanité». «Cette assimilation grossière et injurieuse et le recours à certains mots ainsi qu'à certains sous-entendus sont particulièrement choquants et le ministère soutiendra les actions pénales qui seront engagées par les préfets et les agents de l'Etat concernés», dit l'Intérieur.

## Le 9/09 : Communiqué de la Préfecture de la Haute Garonne

Pour sa part, le **préfet de la Haute-Garonne, Henri-Michel Comet**, «s'indigne des propos tenus. Ils portent atteinte tant aux personnes qui travaillent à la préfecture qu'à la mémoire des victimes de la déportation». En 2010, la préfecture a délivré 40.000 titres de séjour, dont près de la moitié (19.000) pour une première demande, a-t-il souligné dans un communiqué.

«Les fonctionnaires de la préfecture assument leur tâche avec humanité et dans le respect de la dignité des personnes», a-t-il assuré

## La Dépêche, 9/09 :

**Arno Klarsfeld**, Président de l'OFFI (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) a dénoncé «une insulte aux fonctionnaires et à la Shoah... Selon lui, actifs les préfets le seraient à leur corps défendant, lorsqu'il s'agit d'expulser les étrangers car «Sans objectif chiffré, aucun préfet n'a envie de s'occuper des étrangers. Le chiffre c'est un aiguillon pour les préfets.»\*

## Il récidive dans Libération du 18 octobre :

«Les gens envoyés par Papon à Drancy sont partis vers la mort, ... les Roms ne repartent que vers un pays où ils vivront moins bien qu'en France, mais où ils ne courent aucun risque» !!!

\* «... Le chiffre c'est un aiguillon pour les préfets» : CQFD !

## Le 27/09/2011

## EXPULSION MUSCLEE

Plus de 170 Roms ont été délogés par la police mardi matin près de Font Vert. Les autorités ont décidé de montrer leurs biscotos. L'expulsion de plus de 170 Roms, hier matin dans le quartier Fond-Vert (14e), s'est faite dans une ambiance pour le moins tendue. Présent sur les lieux, le président de la Ligue des droits de l'homme, Bernard Eynaud, a décrit un «climat tendu» avec des policiers «très nombreux, hargneux et agressifs, ce qui est nouveau». Il a également qualifié d'«ambigu» le rapport du Samu social «vis-à-vis des associations et complètement aux ordres de la police et de la municipalité». «Plusieurs dizaines [des Roms] ont ainsi accepté de rejoindre l'Unité d'hébergement d'urgence [UHU]», explique la Préfecture. «L'UHU devient un centre de rétention à ciel ouvert», dénonce Caroline Godard. «Certaines personnes sont en France depuis 9 ans, précise-t-elle, les enfants sont scolarisés, et là on fout en l'air tout ce travail.» Des familles ont regardé les pelleteuses détruire leurs caravanes encore pleines d'affaires. 150 forces de l'ordre pour évacuer 170 Roms, c'est comme si des lycéens allaient corriger des petites sections de maternelles.

## Communiqué de presse - 7 octobre 2011 Cri de souffrance sortant de rétention : nouvelle tentative de suicide au CRA au Nîmes

"Je vous entends mais je ne vous écoute pas". Telle est en substance la réponse que les autorités apportent aux mises en garde qui ne cessent d'émaner, tant des associations intervenant dans les centres de rétention administrative (CRA) que des personnes privées de liberté elles-mêmes.

Aujourd'hui, les personnes enfermées au centre de rétention de Nîmes tirent la sonnette d'alarme en adressant un communiqué à la presse. La Cimade, témoin de la violence de leur situation, partage leurs inquiétudes.

La nouvelle loi Besson est venue renforcer la négation de l'individualité de ces personnes dont le seul tort est d'être sans papiers : allongement de la durée d'enfermement jusqu'à 45 jours, contrôle du juge des libertés et de la détention reporté à cinq jours, accès hypothétique au juge administratif...

Pour ces hommes, ces femmes et ces enfants, l'enfermement s'est mué en une lourde condamnation, une condamnation qui se passe de plus en plus souvent de juges, une condamnation sans contrôle...

Au CRA de Nîmes, depuis un mois et demi, La Cimade constate une recrudescence d'actes de désespoir allant de l'automutilation à la mort. Hier encore, un détenu s'est pendu. Son pronostic vital n'est aujourd'hui pas encore connu.

La banalisation de l'enfermement semble induire également celle des actes de désespoir. Jusqu'à quel point devons-nous accepter et tolérer une politique dont la mécanisation accélère la déshumanisation de nos semblables, et la nôtre par la même occasion ?

Au cours de ces dernières semaines, les faits suivants sont survenus au CRA de Nîmes :

- l'enfermement d'un enfant polyhandicapé en fauteuil roulant
- le suicide d'un roumain par pendaison
- une automutilation ayant entraîné 128 points de suture
- une tentative d'incendie
- deux tentatives de suicide par pendaison
- une tentative de suicide terminée en asile psychiatrique
- l'enfermement absurde et inutile d'un grand nombre d'étrangers en situation régulière

## Communiqué de presse - 6 octobre 2011

### Deux familles enfermées illégalement dans des locaux de rétention

Deux familles ont coup sur coup été enfermées dans des locaux de rétention, l'une à Cherbourg, l'autre à Saint-Louis. Ceci alors même qu'il est formellement interdit d'utiliser de tels lieux pour priver de liberté des familles et des enfants. En effet, seuls quelques centres de rétention (CRA) sont prévus à cet effet par arrêté ministériel. L'enfermement des enfants est intolérable dans quelque lieu que ce soit, mais c'est encore plus révoltant dans ces locaux de commissariat.

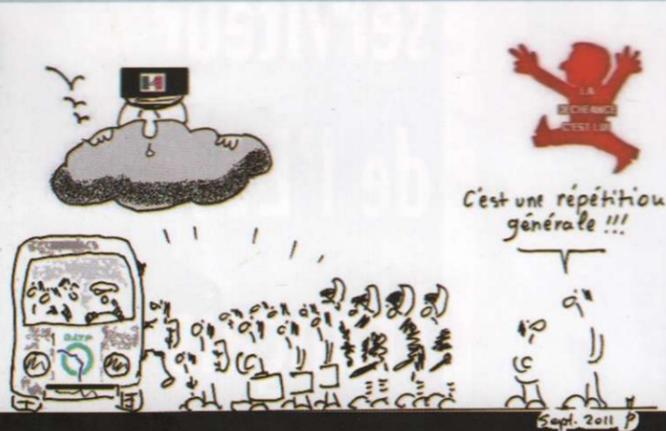
La famille, enfermée au LRA de Saint Louis puis expulsée est originaire du Kosovo et composée de deux enfants de 2 ans et demi et 15 mois, accompagnés de leurs parents, et de leur grand-mère. Cette dernière a de graves problèmes de santé et avait déposé un recours contre son éloignement, qui suspendait celui-ci. En l'expulsant sans tenir compte de ce recours, l'administration a donc délibérément violé la loi. Par ailleurs, toute la famille avait déposé une demande d'asile et attendait la réponse pour le 12 octobre. Au lieu d'attendre une semaine, le préfet a préféré les renvoyer de force à Pristina, via Bâle.

La seconde famille, originaire d'Albanie a été interpellée au port de Cherbourg le 3 octobre alors qu'elle transitait par la France. Après avoir été entendus au commissariat de Cherbourg, ils ont été enfermés dans une pièce de ce même commissariat durant deux jours avec leur enfant de 5 ans. Enfermée dans cette pièce, la petite fille de cinq ans a vécu une expérience traumatisante, qui s'est poursuivie avec son transfert au centre de rétention de Rennes.

Aucune autre solution n'a été envisagée par la préfecture de la Manche pour éviter de faire subir à une enfant de cinq ans un enfermement dans un lieu exigü et inadapté. Ses parents étaient en possession de documents d'identité et ont toujours déclaré être d'accord pour retourner dans leur pays d'origine et payer eux même un billet d'avion. Ils justifiaient non seulement d'une réservation dans un hôtel de Cherbourg pour les jours à venir mais également de la présence d'un membre de leur famille en France prêt à les accueillir.

Une assignation à résidence aurait donc du être envisagée pour cette famille afin de leur éviter cette privation de liberté hors de tout cadre légal dans des locaux totalement inadaptés. La famille doit être expulsée le 7 octobre.

Au vu de la situation des deux familles, cette privation de liberté est non seulement illégale, mais aussi inutile. Surtout cette décision a été prise en violation flagrante du droit européen qui impose l'enfermement comme mesure de dernier recours, surtout pour les familles avec enfants.



70 ans après...

Rafles Accélérées pour Transfert Population

Ainsi, le prix P.A.P.O.N., attribué ironiquement il y a quelques semaines à Toulouse à des préfets et fonctionnaires zélés jamais à cours d'énergie et d'ingéniosité pour reconduire le maximum de personnes et familles sans papiers à nos frontières à eu l'heur de déplaire à l'inénarrable Arno Klarsfeld.

Bardé dans les certitudes et ce qu'il estime certainement un bon droit et une légitimité à juger, inscrits dans son patrimoine génétique, l'avocat ostensiblement sarkozyste, labellisé jet-set se répand dans un monde médiatique qu'il connaît particulièrement et dénonce à ce propos «une insulte aux fonctionnaires et à la Shoah». Ce faisant, Sa Suffisance ne voulant pas comprendre le sens explicite de cette initiative confirme, pour autant que cela soit encore nécessaire, la servilité qui le lie à un président sur le déclin, utilisant son nom et son histoire familiale pour s'autoriser des discours justifiant les pratiques les plus nauséabondes.

En effet, cette âme si sensible ne voit par contre rien à redire au quotidien insupportable que vivent des centaines et des milliers de personnes dans notre pays.

## SOUS LE VERNIS MÉDIATIQUE, LE CYNISME DU LAQUAIS !

• Les Roms transportés en vrac dans les tramways de la RATP il y a peu : scandaleux ? non, non, simplement ... fonctionnel !

• Le discours de Nicolas Sarkozy à Grenoble en juillet 2010 : raciste et démagogique ? non, non, républicain et certainement mesuré !

• Les convocations-pièges organisées aux guichets des préfectures : crapuleuses ? non, non, normales et nécessaires !

• Les souricières policières tendues dans les appartements des familles qu'on expédie manu militari en centres de rétention : scandaleuses ? non, non, justes et adaptées, certainement...

Rien à dire non plus sur l'acharnement des préfectures maintenant inutilement en centres de rétention, pour des raisons qu'on imagine ignoblement punitives, des familles entières inexpulsables.

Rien sur les arrestations et les transports massifs de malheureuses et malheureux n'ayant pas eu la chance de naître sur notre territoire. Rien, et surtout ne pas parler de rafles, tant pour Arno Klarsfeld l'indignation et l'éthique

sont sélectives, trop précieuses certainement pour concerner l'ensemble du genre humain ! Rien sur les reconduites dans des pays en plein conflit au prétexte qu'on ne renvoie pas sûrement ces gens à la mort ! Tout est normal, juste, proportionné...

Le courtisan au look d'adolescent attardé sévit à cette heure à la tête de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) qui lui a été attribué généreusement, rançon de nombreuses preuves de bonne volonté et de servilité. On peut craindre le pire sans crainte de se tromper !

Pantalonnades juridico-médiatiques lors du procès Papon de 1998, nomination alimentaire au Conseil d'Etat 2 ans après pour services rendus à la Sarkosie, candidature UMP aux législatives de 2007, missions diverses aux services du Prince... le parcours est édifiant !

Compter de tels sinistres personnages comme adversaires et contempteur n'est pas que jouissif, c'est moralement rassurant !

# De l'indignation à... ...à quoi, au juste ?

Il y a de l'indignation dans l'air. Ce n'est pas un secret... tout le monde en parle. C'est même un mouvement qui, pour le moment prend de l'ampleur... même si les formes diffèrent d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Après les «économistes atterrés», c'est toute une partie de la population qui est «indignée» !



## SENS MORAL ET CONSCIENCE POLITIQUE

Que la conscience politique commence par un constat moral, une critique éthique du système en place, cela paraît être une évidence. Le refus de l'inacceptable, du scandaleux est un premier mouvement, un éveil de la conscience.

Le mouvement qui se développe aujourd'hui est donc particulièrement positif en ce sens qu'il signifie un engagement moral et un refus d'une situation qui devient de plus en plus inacceptable et, à terme, dangereuse.

Pourtant, malgré la bouffée d'oxygène qu'insufflent ces mouvements, on a l'impression d'un piétinement historique.

L'indignation n'est pas une attitude nouvelle. Concernant le capitalisme, puisque c'est de lui dont il est question, c'est même une attitude qui remonte à ses débuts, au XIX<sup>e</sup> siècle... Cette indignation a alimenté tout un tas de styles aussi bien artistiques (littérature, peinture, cinéma...) que humanistes et évidemment politiques.

L'indignation, la «révolte jeune» des années 60, elle aussi internationale, massive, si elle a mobilisé et ouvert bien des espoirs, laissé des traces positives, est aussi vite retombée... et le monde d'aujourd'hui est bien loin de ce qu'imaginaient les «contestataires» (terme consacré) de l'époque.

Tout a été dit, ou presque, sur ce système... Les luttes qui ont été menées contre lui, après avoir atteint un haut niveau, se sont peu à peu calmées. Les choix politiques qui devaient le mettre à bas ont tous échoué. Il ne reste plus aujourd'hui que des manifestations symboliques, des grèves de 24 heures, des pétitions auprès des autorités, et les élections, qui, reconduisant les mêmes politiciens aux mêmes actions, renforcent le système.

Si l'indignation politique actuelle connaît un regain... fouettée par les «révoltes arabes», la crise financière... la conscience politique, celle qui est capable de penser stratégiquement le changement... celle-là elle est quasiment inexistante.

Ce n'est pas mépriser la révolte, l'indignation, que d'en souligner les limites... d'en montrer la répétition depuis des décennies et d'en conclure que si elle est légitime elle n'en conduit pas moins, chaque fois, à une impasse.

## AU DELA DE L'INDIGNATION...

L'au-delà immédiat de l'indignation c'est logiquement la révolte. Or, là aussi, et l'Histoire nous en donne de multiples exemples, les révoltes, aussi justifiées qu'elles aient été, ont rarement abouti à des changements radicaux. De la révolte de Spartacus dans l'Antiquité, en passant par les révoltes paysannes au

Moyen Age en Europe... jusqu'aux révoltes ouvrières de ces deux derniers siècles, ces mouvements insurrectionnels, issus d'indignation, quant aux conditions faites aux classes sociales exploitées, n'ont pas entraîné des changements de systèmes.

Même dans le cas où la révolte a fait croire à une «révolution», les choses ont mis moins d'un siècle pour revenir à quasiment ce qu'elles étaient auparavant (Chine, Russie...).

En effet, on peut dire que l'indignation «boucle sur elle-même», et si elle dépasse le stade de la simple indignation, elle se heurte au système qu'elle dénonce et est écrasée.

L'indignation a historiquement une limite incontestable : les moyens qu'elle se donne sont facilement gérables par le système contesté : soit militairement par l'écrasement, en cas de révolte, et l'interdiction, soit par la récupération idéologique... ce qui est le cas aujourd'hui.

Pourtant le changement historique a lieu et si l'indignation est une condition nécessaire, elle n'est certainement pas suffisante... et le prolongement de l'indignation n'est jamais le changement.

Aller au-delà de l'indignation c'est jeter les bases d'une pratique sociale nouvelle, montrer que l'on peut fonctionner, vivre, travailler autrement.

Alors, et seulement alors l'indignation prend une autre dimension qui, fondant un système nouveau, rend obsolète l'ancien.

Ainsi, le spectacle de l'indignation, s'il met du baume au cœur de celui ou celle qui l'observe, n'en comporte pas moins une part de mythification qui donne une fausse réalité des potentialités de ce qui s'exprime, même si cela est, ce qui est généralement le cas, sincère.

Que nous prenions le cas des «indignés» grecs, espagnols, américains et autres... tout se joue au niveau du/des symbole/s, sans jamais menacer l'ordre en place qui continue comme si de rien n'y était... allant même jusqu'à être «sympathique» aux yeux des dirigeants (cf. Obama).

Quand, en plus, on lie ces mouvements au processus électoral, qui est la principale «possibilité-d'expression-des-citoyens-dans-les-démocraties-modernes»... alors, on peut être sûr qu'ils sont, à terme, condamnés. ■

# Déjà, ne pas reculer !!!

Il faut tout péter ! Par quoi on commence ?

La nouvelle loi Besson d'interdiction de retour en France pendant trois ans pour les étrangers expulsés ? mais qui en parle ? Il y a tellement de fronts de résistance nécessaires, qu'on ne sait plus où donner de la tête, on est si peu nombreux, si mal équipés face aux urgences, qu'une compétition stérile entre les différents mouvements se met chaque fois en place quasi automatiquement.

Par exemple, l'interlutte a été lancée par la CGT-chômeurs pour s'opposer à une réforme visant à augmenter la durée de cotisation des intérimaires... Comme la quasi totalité des mouvements de chômeurs, et comme beaucoup d'initiatives à Toulouse, elle a avorté dans l'œuf pour des raisons purement culturelles : d'un côté, la CGT ne se retrouve jamais dans une lutte qui touche au travail partiel, puisqu'elle défend le plein emploi, de l'autre, la jeunesse «éclairée» trouve que les questions de défense des acquis sociaux sont réformistes !

Et pourtant... je me rappelle un copain qui avait trouvé un slogan qui aurait pu être le mot d'ordre, en quelque sorte, de cette interlutte : «ce qu'il faut maintenant, c'est ne plus reculer !». Il a dit ça, et une heure après, une quantité assez conséquente de jeunes très remontés et sympathiques ont pris tour à tour la parole pour expliquer que ce n'était pas suffisant et qu'il fallait aller plus loin ! Mais plus loin que quoi ? depuis trente ans, on n'arrive même pas à faire du sur place ! Nous, les pauvres, n'avons cessé de céder sur tous les acquis...

Du coup, arriva ce qui devait arriver... Les chômeurs et les intermittents ne comprenaient plus rien aux enjeux du truc... ils se sont mis à désertier les AG, et on s'est retrouvé entre nous comme d'hab... à discuter pendant des heures pour une action à trente... La réforme des assédic est passée et on a reculé encore un petit peu de quelque pas ...

Pourtant, ça sonnait bien : «l'essentiel c'est de ne plus reculer». Ce n'est effectivement pas très radical, en comparaison de 1936... Mais dans le contexte actuel, et au vu des différentes sensibilités qu'il peut y avoir dans chaque parti, syndicat, groupe ou bande de pôtes, un mouvement commun permettant d'agir et de réagir aux agressions sociales et sociétales des autorités nationales, européennes et mondiales, là c'est carrément révolutionnaire... d'autant plus si cette «interlutte» soutient tour à tour des mouvements isolés ou orphelins (on est pas obligé de tout faire à la fois, vu le chantier qui nous attend...)

La question de la convergence des luttes est présente dans quasi tous les débats... Le problème c'est d'arriver à s'entendre, c'est là une véritable radicalité... Il n'est pas tellement question de la grande révolution... Il ne servirait pas à grand-chose de créer une nouvelle internationale, Mélenchon pourrait essayer de récupérer un petit peu, mais en fait, récupérer quoi : il ne se passe rien, on crève la gueule ouverte, ou on se retrouve au trou pour une broutille... on s'en prend plein la gueule et la seule façon de commencer à entreprendre timidement un début de défense, «l'essentiel étant de ne plus reculer», sur quelque sujet que ce soit... la seule façon c'est la solidarité... Mais la «solidarité», la solidarité entre les luttes et les lutteurs... il n'y a pas plus théorique, pire que la révolution, ou la convergence des luttes ! c'est pour ça qu'il nous faut un outil, un outil orienté vers l'action... des «AG interluttes», peu importe comment qu'on l'appelle, même «mouvement des indignés», on s'en fout, ce qui est important c'est que ça ne soit pas un forum d'affrontement des différentes tendances, mais un réel outil de défense des quelques acquis qui nous restent – ça fait maigre c'est sûr, mais comme les choses ne vont pas en s'arrangeant, c'est pas si mal... Car il faut, coûte que coûte, organiser une défense des acquis sociaux des plus pauvres, des plus fragiles, à la limite du caritatif et de l'humanitaire... il faut gueuler, foutre le bordel, c'est une question de survie, c'est aussi vital que les sacs de riz !

Ça n'a presque plus rien à voir avec la défense du service public ou les luttes syndicales classiques. Et les syndicats traditionnels n'aideront pas, ou très peu, au niveau national, non pas parce qu'ils ne veulent pas, mais parce qu'ils ne savent pas, ils n'ont pas les outils pour, ils ne sont pas programmés pour ça, ils sont organisés pour défendre leurs steaks et ont déjà du mal à le faire.

C'est pour ça qu'après les accords de Grenelle en 68 se sont créées plein d'associations et de groupes, hors partis et syndicats, plus ou moins officiels... MLF, luttes anti-nucléaire, contre la peine de mort, radios libres, Greenpeace, Scalp, Act-up, DAL, AC chômeurs, antimondialisation, Robins des bois, Don Quichotte et tant d'autres que j'oublie... Ce sont des réponses ancrées dans la réalité, réponses à des agressions concrètes, à toutes les agressions qui touchent au chômage, à la pauvreté, la prostitution, la clandestinité et l'injustice.

Je sais bien que le problème c'est le capitalisme, qu'il faut l'abattre et que c'est «les travailleurs tous unis qui vaincront» ! Mais dans l'immédiat, il faut une structure pratique qui permette de se bagarrer avec le peu de moyens à notre disposition contre des lois et dans des luttes qui n'ont jamais intéressé les syndicats mais qui touchent probablement de nombreux syndiqués, et tous les pauvres en général.

Ce qui paraît nécessaire c'est qu'un combat que l'on peut considérer comme d'arrière-garde, comme celui des indignés sur la précarité et la pauvreté, puisse avoir une réelle efficacité. Seul un mouvement d'importance qui rétablit un minimum vital d'égalité sociale, pourrait nous faire éviter le pire, la guerre et le racisme.

La question n'est pas de faire comme en Guadeloupe, ou en Grèce ou en Tunisie, la question est d'arriver à se mettre d'accord en gros, pas sur tout, mais en gros, sur la résistance aux lois qui ne concernent pas directement l'entreprise et le monde du travail, en restant proche et à l'écoute des individus et groupe d'individus directement concernés... une sorte d'arrière-garde éclairée qui se préoccuperait de soutenir, de rester connectée à la réalité : réussir un petit truc, puis passer à un autre avec d'autres personnes qui ont d'autres urgences... et petit à petit, peut-être, nous pourrions ne plus reculer et commencer à avancer ! Bien sûr, dit comme ça, ce n'est pas très excitant.

Mais d'abord, il faut inventer un nouvel outil, une nouvelle stratégie, disons qu'à côté de la Bourse du travail, il faudrait une Bourse de tout le reste... un genre de réseau, mais qui ne serait pas dépendant d'un lieu unique, pour éviter les affiliations à tel ou tel... une Bourse de tout le reste, tournante... ■

## Le sabre et le goupillon

Les grenouilles de bénitier partent en croisière. Lassées par leurs spectacles et leurs processions répétitives en leurs églises, voilà qu'elles s'attaquent à des pièces de théâtre qu'elles n'ont pas vues mais dont le seul nom fait trembler leurs chapelets et leurs grelots. «Christinanophobie» hurlaient-elles en brandissant leurs crucifix comme des étendards et en trempant leurs goupillons dans l'huile de vidange pour asperger les blasphémateurs qui allaient voir l'image du Christ déformée à leurs yeux par l'Italien Romeo Castellucci au Théâtre de la ville de Paris. Non contentes de bloquer l'accès du théâtre, elles sont montées égrener leurs prières à genoux sur scène contre ce sacrilège.

Leur croisade se poursuit à Toulouse, toujours menée par Civitas et son apôtre Bernard Antony, grand frontiste national béni par l'Eglise traditionaliste, grand rassembleur des fanatiques extrêmement droits dans leurs bottes, grand prêtre des ligues anti-avortement. L'objet de leur sainte colère : Golgota Picnic, une pièce de l'hispano-argentin Rodrigo Garcia jouée mi-novembre au Théâtre Garonne. Déboutées par le tribunal auquel elles avaient demandé l'interdiction du spectacle «blasphématoire», elles défilèrent samedi 19 novembre de l'Eglise de la Daurade au Théâtre Garonne à Saint-Cyprien.

A première vue folkloriques, en soutane et en civil, les processions de ces cathos intégristes contre la liberté d'expression, sont révélatrices du climat délétère qui s'installe en France à la veille des élections présidentielles. Ces inquisiteurs voudraient bien avoir leur part de gâteau dans la cuisine électorale qui se prépare. On commence toujours par s'attaquer aux artistes dans ces stratégies-là. «L'un brandissant le glaive et l'autre le ciboire, les peuples n'avaient plus à se poser de questions, et quand ils s'en posaient c'était déjà trop tard» chantait Jean Ferrat...



Photo gagnante au concours : «pov'con à pendre» lancé dans le n° 42 de Basta. N'étant pas complètement idiots, nous soupçonnons cependant un trucage... car comment Dali aurait-il pu avoir le pov'con ? Enfin, le doute profitant au soupçonné, nous récompensons toutefois cette judicieuse composition...

## ...et liberté d'expression

### «Un terrain pour ma famille»

C'était un film de Francis Fourcou diffusé sur TLT en 2010 dans lequel Frédéric Liévy et son "terrain familial" sont montrés en exemple comme une bonne intégration des Roms et des gens du voyage : Frédéric Liévy dit Fredo, ancien nomade, avait décidé de se sédentariser et de nourrir sa famille, avec un élevage de volailles sur un terrain acheté en 2007 à Frouzins, près de Toulouse. Mais depuis 2007, la mairie socialiste lui refuse le permis de construire, jugeant son exploitation trop petite. Le 17 octobre, il a été condamné à supprimer son habitation et tous ses bâtiments dans les 12 mois. Plus une amende de 1000 euros avec sursis ! Il ne manquerait plus à Frédo et à sa famille que de tomber sous le coup d'un article de la Loi Loppsi 2 de décembre 2010, qui donne le pouvoir au préfet d'expulser dans un délai de 48 heures et sans l'avis d'un juge toute personne vivant dans un logement susceptible de «comporter de graves risques pour la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publiques». Elle est pas belle la France !

### «Hécatombe»

«De la mansarde où je réside, j'excitais les farouches bras des mégères gendarmicides, en criant : "Hip, hip, hip, hurra!"». Un jeune homme de 27 ans ne savait pas à quoi il s'attendait en fredonnant à tue-tête en 2011 ces paroles d'Hécatombe, une chanson que Georges Brassens a écrite en 1953. Le sang des condés qui passaient sous ses fenêtres n'a fait qu'un tour. La maréchaussée de Cherbourg ne doit pas avoir Brassens dans son répertoire. Ils arrêtent le malotru et le présente au tribunal correctionnel qui le condamne à verser 100 euros à chacun pour outrage et à effectuer 40 heures de travaux d'intérêt général. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. A Toulouse, pour protester contre cette condamnation croquignolesque, une trentaine de personnes se sont données rendez-vous devant le commissariat central pour entonner quelques couplets de la dite chanson. Les pandores toulousains n'apprécient guère non plus la plume libertaire de Brassens et tous les chanteurs se retrouvent illico presto au commissariat pour contrôle d'identité. Le poète, dont on célèbre actuellement les 30 ans de sa mort en grandes pompes, doit en rigoler dans sa moustache !

### DERNIERE MINUTE



Nous apprenons, juste avant de mettre sous presse, l'attentat de cette nuit contre l'hebdomadaire satirique CHARLIE HEBDO. Après l'épisode de Puteaux il y a quinze jours où la maire UMP avait fait acheter tous les numéros du CANARD ENCHAINE, pour en priver ses administrés, ... une nouvelle atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression vient d'être commise. Nous ne pouvons qu'être solidaire de ces journaux. Mais on peut se demander, pourquoi Claude Guéant, qui ne peut être soupçonné d'aimer Charlie hebdo, ni d'être un ardent défenseur de la liberté d'expression (voir par ex la réaction au prix papon), s'est précipité «soutenir» Charlie ? Basta, qui est futé, a trouvé : parce que les coupables supposés sont des arabes, hé, malin !

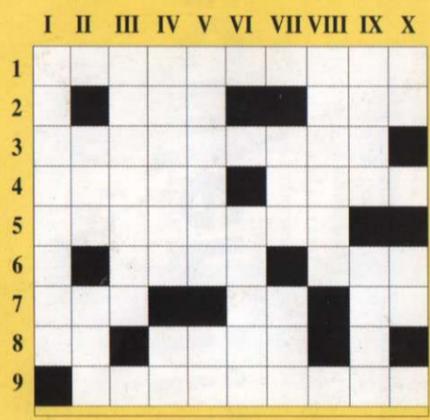


TOULOUSE  
8 septembre  
2011



**PRIX P.A.R.O.N. 2011**  
Prix Attribué Pour Obéissance Notoire  
Aux plus méritant(e)s serviteurs et servantes de l'Etat Français  
Ce prix pour l'outre-mer attribué ce jour, 8 septembre 2011, à Toulouse, en présence de nombreux citoyens et citoyennes, à Monsieur HUBERT DERACHE - Mayotte.

## Et pour patienter, en attendant le prochain Basta !



**Horizontalement :**  
1. Sport policier  
2.1 Si tu y vas, n'oublie pas de monter là haut ; 2.2 bien ou mal choisi  
3. Qui est engagé pour défendre l'indéfendable  
4.1 La pomme de terre des riches ; 4.2 un spécialiste du saut en l'air mais qui peut l'être aussi de la gégène  
5. matai de loin  
6.1 village fortifié d'Afrique du Nord ; 6.2 aventurier écossais du 17<sup>e</sup>, précurseur de la pagaille financière  
7. 1 pour mettre un tigre dans son moteur ; 7.2 Le pays de Barack ; 7.3 - Cul sans aile  
8.1 Proche de Jupiter ; 8.2 - Attention, Ne pas lancer  
9. ça ne donne pas forcément du premier choix

**Verticalement :**  
1. Après le 17 octobre 1961 pour certains  
II.1 A la cantine ; II.2 en faire partie vous donne la reconnaissance médiatique  
III. Prophète ou renégat  
IV. Con, on ne sait pas, mais sacrées certainement  
V. Moody's le fera  
VI. Dans le désordre, ce n'est pas faux  
VII.1 Nos amis les bêtes ; VII.2 regroupement de fachos  
VIII des millions de morts dans l'histoire de l'humanité vus par Le Pen  
IX.1 harceler certes mais à moitié ; IX.2 nom d'une troupe de Théâtre emblématique de Toulouse  
X.1 forme de savoir ; X.2 langue chinoise